

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 29 janvier 2025

Nos réf. : SAU/OS/MT n° 25-44

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALAUBIA**

11, Rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Prés de Lyon  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0003012687

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2025 dans l'établissement VALAUBIA implanté 11, Rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 16 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2025 dans l'établissement VALAUBIA, situé 11, Rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Prés de Lyon, sur la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC.

AASQA ATMO GRAND-EST a déclenché le 16 janvier 2025 une alerte d'information-recommandation pour pollution liée aux particules PM10 dans le département de l'Aube. Cette procédure a été mise en place en raison des conditions atmosphériques hivernales favorisant l'accumulation de particules, mais il ne s'agissait pas d'un épisode de pollution à proprement parler.

Lors de cette visite, l'exploitant a informé l'inspection ne pas avoir reçu d'information de la part de AASQA ATMO GRAND-EST concernant cette alerte. L'inspection a procédé à la vérification des valeurs d'émission pour la journée du 15 janvier 2025 et effectué un contrôle par sondage des prescriptions de l'arrêté BECP2018270-0001 du 27 septembre 2018, plus précisément des points 1 et 5 de la section 3.3.2.1 "Mesures".

Les résultats de l'inspection sont les suivants :

- aucune alerte AASQA ATMO GRAND-EST n'a été reçue par l'établissement VALAUBIA,
- les valeurs d'émission pour la journée du 15 janvier 2025 sont conformes aux prescriptions,
- aucun problème n'a été relevé concernant les mesures de réduction des émissions contrôlées (points 1 et 5).

En résumé, bien que l'établissement n'ait pas été alerté par AASQA ATMO GRAND-EST concernant cette procédure, aucun manquement n'a été constaté quant aux mesures de réduction des émissions prévues.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALAUBIA
- 11, Rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Près de Lyon – 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0003012687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de valorisation énergétique (UVE) VALAUBIA est autorisée par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2018 et exploitée par la société VEOLIA. Ses capacités de traitement sont prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1<sup>er</sup> décembre de 2023 à 8,25t/h et 66 000 t/an de déchets ménagers et assimilés et jusqu'à 10 500 t bois.

L'incinération du site est couplée à un système de récupération de l'énergie produite par la combustion (vapeur surchauffée). Cette énergie thermique est ensuite convertie en énergie électrique grâce à un groupe turbo alternateur à condensation. L'énergie résiduelle est également utilisée pour alimenter des réseaux de chaleur vers deux industriels proches (MICHELIN et ACCURIDE) et le réseau de chaleur de TROYES CHAMPAGNE MÉTROPOLE.

L'exploitant réalise également la préparation et la maturation de ses mâchefers sur site avant de les destiner à une valorisation en technique routière.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Pic de pollution

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures d'urgence PM10 – Réduction des émissions	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018 article 3.3.2.1	Sans objet
2	Mise en œuvre des mesures d'urgence	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018 article 3.3.2.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 16 janvier 2025 de l'établissement VALAUBIA, il a été constaté que l'exploitant n'a pas reçu d'alerte AASQA ATMO GRAND-EST concernant l'épisode de pollution lié aux particules PM10. Les valeurs d'émission pour la journée du 15 janvier 2025 étaient conformes aux prescriptions, et aucun problème n'a été relevé concernant les mesures de réduction des émissions prévues par l'arrêté.

L'exploitant a indiqué qu'il allait prendre contact avec AASQA ATMO GRAND-EST pour clarifier l'absence de notification.

L'inspection des installations classées ne propose pas de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures d'urgence PM10 – Réduction des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'urgence de réduction des émissions de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de déclenchement du seuil d'alerte PM10 (niveau 1), l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures d'urgence pour réduire les émissions de poussières jusqu'à la fin de l'épisode de pollution : <ul style="list-style-type: none"><li>• Vérifier et corriger les dispositifs épuratoires, consigner les résultats.</li><li>• Reporter les opérations suivantes jusqu'à la fin de l'épisode : réglage des brûleurs, entretien des espaces verts, maintenance impactant les poussières, exercices d'incendie.</li><li>• Limiter les opérations génératrices de poussières (chargement des mâchefers), mettre en place des mesures d'évitement.</li><li>• Sensibiliser le personnel à l'impact environnemental, promouvoir le covoiturage et les transports en commun.</li><li>• Limiter les déplacements en camions pendant l'épisode d'alerte.</li></ul>
<b>Constats :</b> Sur la base des déclarations de l'exploitant, un contrôle par sondage a été effectué concernant les points 1 et 5 de l'Article 3.3.2.1, relatif aux mesures d'urgence en cas de déclenchement du seuil d'alerte PM10. À ce titre, il n'a été formulé aucune remarque concernant ces points. L'exploitant a informé à l'inspection que les actions décrites dans ces mesures étaient correctement mises en œuvre et respectées, sans déviation ou anomalie signalée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mise en œuvre des mesures d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 3.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclenchement et mise en œuvre des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit être informé par l'AASQA ATMO GRAND-EST des déclenchements des seuils d'information/recommandation, d'alerte, et de la fin des procédures. Dès réception de l'information sur le déclenchement de la procédure d'information-recommandation, l'exploitant doit anticiper la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 3.3.2.1 de l'arrêté et s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage. Dès réception de l'information sur le déclenchement de la procédure d'alerte, l'exploitant doit immédiatement mettre en œuvre les mesures de l'arrêté et maintenir ces mesures jusqu'à la fin officielle de l'alerte, diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas avoir été informé de l'alerte par l'AASQA ATMO GRAND-EST. L'inspection a constaté par sondage que les concentrations et quantités de polluants issus des relevés effectués le 15 janvier 2025 sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral sur les émissions de PM10. Aucun dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite